

UE : un bilan « globalement positif » pour la France

Numérique, salaire minimum, taxe carbone : le semestre français à la tête de l'UE, percuté par la guerre en Ukraine et la présidentielle, a permis des avancées, mais avec des bémols, estime l'observateur Yves Bertoncini. Interview

Recueilli par **Christophe Lucet**
c.lucet@sudouest.fr

Président du Mouvement européen en France et ex-haut fonctionnaire à Bruxelles, Yves Bertoncini a observé avec attention la présidence française de l'Union européenne qui s'est achevée le 30 juin. Il en tire un bilan contrasté. Explications.

En janvier, vous redoutiez que cette présidence française soit gâchée par l'élection présidentielle. Ce fut le cas ? En partie oui, car toutes les initiatives ont été jugées en France à l'aune de la politique nationale. Cela a débuté en janvier avec la polémique sur le drapeau européen sous l'Arc de Triomphe. Cela finit avec la controverse sur le discours d'Emmanuel Macron sur le tarmac d'Orly et son voyage tardif à Kiev. Avec en prime la poussée des partis eurosceptiques (RN, LFI) aux législatives. On ne peut donc pas dire que ce semestre marqué par la collision des calendriers ait été très positif pour la perception de l'Europe par les Français.

Le paradoxe est que la guerre en Ukraine a entraîné un sursaut européen...

En effet, l'Union européenne s'est montrée unie et ferme face à Poutine, et solidaire vis-à-vis de l'Ukraine. Ses dirigeants – Charles Michel, Ursula von der Leyen, Josep Borrell – ont été très actifs et la présidence fran-



Les dirigeants européens, comme Ursula von der Leyen, Charles Michel et Emmanuel Macron, ont joué un rôle actif dans la mobilisation des Européens au soutien de l'Ukraine. AFP

« Paris a exercé une présidence régulatrice, ce qui est une tradition française »

çaise a été au soutien tout en faisant avancer efficacement les dossiers européens : régulation du numérique, taxe carbone aux frontières, salaire minimum. Mais, je regrette que Macron ait été trop loin dans la partition spécifique qu'il a jouée vis-à-vis de la Russie.

Les Ukrainiens et les Européens de l'est qui l'accusent de complaisance avec Moscou ont-ils raison ?

C'est ainsi qu'ils perçoivent la phrase de Macron disant qu'il ne faut pas « humilier la Russie ». Le président français doit donc reconnaître que le dire ainsi était une erreur. Il pensait faire de la realpolitik mais s'est projeté trop tôt dans l'après-guerre. La référence de Macron, c'est l'Allemagne humiliée de 1918, mais à Kiev ou à Varsovie, on a en tête le Hitler de 1938 que l'on n'a pas su arrêter.

Le voyage de Macron à Kiev a-t-il permis de lever les malentendus ? En partie. Il a dit ce qu'il fallait :



Yves Bertoncini. Y.B.

soutien total à Kiev et exigence que la Russie retire ses troupes. Volodymyr Zelensky a admis que la page était tournée. Mais la méfiance reste. Macron a parlé de « communauté politique européenne » avant que l'Union ne réponde à l'Ukraine sur sa demande de candidature. Il fallait faire l'inverse : régler le statut de l'Ukraine puis évoquer le futur de l'Europe. J'ajoute que le président français a traité le Premier ministre polonais « d'antisémite d'extrême droite » durant la campagne électorale (Macron accusait Morawiecki de soutenir Marine Le Pen, NDLR), contribuant à « casser de la vaisselle » comme disait Angela Merkel. Macron a commis des erreurs.

Pourtant, vous jugez positif, très positif même, le bilan de la présidence française. Pourquoi ?

Parce que les conséquences de la guerre en Ukraine valident les positions de la France sur l'exi-

gence de souveraineté européenne, énergétique, agricole, militaire. Et au plan législatif, Paris a su insuffler l'énergie politique nécessaire pour faire avancer des dossiers importants. C'est le cas des deux textes sur la régulation du numérique, celui qui concerne la responsabilité des contenus (DSA) et celui qui organise les marchés européens (DMA) : ils sont arrivés à bon port, c'est une victoire française.

Est-ce aussi clair sur la taxe carbone ? Il y a un accord et c'est un signal positif pour les Européens car

« Face à Poutine, les Européens demandent plus que jamais la protection de l'Otan »

ce mécanisme d'ajustement aux frontières était contesté. Attendons de voir s'il sera validé par le Conseil. Il faut aussi voir si le compromis envisagé sur la fixation du prix du carbone en Europe, pour lequel des pays du sud demandent une aide, va aboutir. Mais sur ce vaste paquet énergie et environnement qui comprend une quinzaine de textes dont celui concernant les véhicules thermiques à l'ho-

rizon 2035, la France a poussé les feux.

Un accord a aussi été trouvé pour instaurer des salaires minimaux dans l'UE. Qu'en pensez-vous ?

Il est surtout symbolique. Les pays riches qui n'avaient pas de salaire minimum comme l'Autriche, l'Italie, la Finlande ou la Suède ne faisaient pas de concurrence à la France par les bas salaires. Et là où le salaire minimum est bas, les Français continueront à pointer la différence. Mais c'est une victoire quand même. Et il y en a d'autres, plus concrètes : celle sur les droits sociaux des travailleurs des plateformes numériques, ou celle sur la présence accrue des femmes dans les conseils d'administration.

L'UE a donc renforcé sa cohésion pendant ces six mois ?

Oui, Paris a exercé une présidence régulatrice, ce qui est une tradition française. On va d'ailleurs se rendre compte que les deux prochaines présidences, celle de la République tchèque et de la Suède, seront plus libérales et plus atlantistes. Surtout dans le contexte de guerre en Ukraine où la plupart des pays européens se tournent vers le protecteur américain.

La guerre d'Ukraine, qui a réveillé

l'Otan, a aussi, dites-vous, validé l'idée française de défense européenne. Ce n'est plus incompatible ?

Face à Poutine, les Européens demandent plus que jamais la protection de l'Otan. On disait celle-ci en état de « mort cérébrale », la revoilà en état d'alerte opérationnelle. La défense européenne, c'est elle quand il s'agit de la Russie. Mais il y a bien d'autres défis : le terrorisme au Sahel, la cybersécurité, le spatial, la propagande sur internet. Sur ces sujets, les Européens doivent être autonomes. Si le Danemark a rallié la défense européenne, c'est pour avoir accès à tout le spectre de protection. Rappelons que l'article 42.7 du traité de Lisbonne, qui prévoit la protection mutuelle au sein de l'UE, a été actionné une fois : en 2015 lors des attentats de Paris.

Macron n'a plus de majorité absolue. Est-ce un retour à la norme européenne ?

Non, car l'Allemagne ou l'Italie, par exemple, fonctionnent en coalitions. Être dans la « normale » européenne, ce serait d'avoir un président qui préside et un gouvernement qui gouverne, ce que prévoit d'ailleurs l'article 20 de la Constitution. Ce serait d'avoir un président « normal » et un Parlement « normal ».